



Etablissement Public Foncier
de Grand Est

Etablissement Public Foncier de
Grand Est
Secrétariat Général

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

EPFGE – Accord Cadre – Mission de Coordination SPS

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**










Consultation n°

25-002





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	10
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
8.	LITIGE ET SANCTIONS	12
9.	FIN DU CONTRAT	16

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	EPFGE - Mission de Coordination SPS
	Acheteur	Etablissement Public Foncier de Grand Est
	Type de contrat	Accord-cadre de services multi-attributaires sans minimum et avec maximum, à bons de commandes
	Structure	3 Lots
	Lieu d'exécution	Départements : Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57), Vosges (88), Marne (51), Ardennes (08), Aube (10) et Haute-Marne (52)
	Délai	1 An renouvelable 3 fois
	Pénalités de retard	Voir article 8.1 du présent document
	Variation des prix	Révisables à la date anniversaire. Formule : $0,15 + 0,85 \times (I_m/I_o)$
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le présent accord cadre a pour objet la mission de coordination SPS dans le périmètre d'intervention de l'EPFGE (Départements 08-10-51-52-54-55-57-88), multi-attributaires et alloti en 3 lots.

■ Lieu d'exécution :

Le ou les lieux d'exécution sont les suivants : sites pour lesquels l'EPFGE est mobilisé sur les départements de l'Aube, des Vosges, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Marne, des Ardennes, de la Haute-Marne et de la Moselle.

■ Définition de la mission SPS :

La mission confiée au coordonnateur SPS se décompose de la manière suivante :

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs phase conception, réalisation et réception de niveau 2, et prestations complémentaires.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement
- le présent CCAP
- l'annexe financière - BPU (bordereau des prix unitaires)
- le CCTP et ses annexes

- le CCAG applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- l'offre technique du titulaire
- les bons de commandes
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

■ **Pièces non contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- L'annexe : Fichier Calcul CARSAT NE
- L'annexe : Fiche Opérations

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Etablissement Public Foncier de Grand Est**, représenté par Monsieur Alain TOUBOL Directeur général qui assure la maîtrise d'ouvrage.

Adresse et coordonnées :

Secrétariat Général

EPFGE

Rue Robert Blum - C.S. 10245

54701 PONT A MOUSSON CEDEX

Téléphone : 03 83 80 40 20

Courriel : contact@epfge.fr

Site internet : <https://www.epfge.fr/>

■ **Mode d'intervention :**

L'acheteur intervient pour ses besoins en propre.

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** multi-attributaires, en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

- Montant minimum annuel : sans,
- Montant maximum annuel : 70 000,00 € HT par attributaire.

Le nombre d'attributaires de l'accord-cadre est :

Lot 1 : : Départements de la Meurthe-et-Moselle (54), de la Meuse (55), de la Moselle (57) et des Vosges (88) : entre 3 et 4 attributaires maximum

Lot 2 : Départements de la Marne (51) et des Ardennes (08) : entre 2 et 3 attributaires maximum

Lot 3 : Départements de l'Aube (10) et de la Haute-Marne (52) : entre 2 et 3 attributaires maximum

Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commandes et définies au bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre.

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ **Indemnité liée au montant minimum du contrat :**

Sans objet : accord cadre sans montant minimum.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les commandes seront passées au fur et à mesure des besoins par les personnes habilitées.

Les bons de commandes seront répartis de la manière la plus égalitaire que possible entre les attributaires selon les critères suivants :

- Continuité de la mission sur site,
- Disponibilité des attributaires,
- Montant maximum annuel prévu à l'acte d'engagement.

Les bons de commande comporteront en particulier :

- la référence de l'accord-cadre (numéro et date de notification),
- la date d'émission de la commande,
- les prestations commandées,
- le délai d'exécution des prestations,
- le prix correspondant,
- le montant total de la commande hors TVA,
- le taux applicable et le montant de TVA,
- le montant total de la commande TVA incluse.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le représentant du Maître d'ouvrage ou les personnes placées sous son autorité ayant reçu délégation de signature.

Les bons de commande et décisions ou informations qui font courir un délai pourront être transmis au titulaire par remise contre récépissé daté, par courrier, par courriel ou tout autre moyen de communication électronique permettant d'assurer la traçabilité des échanges.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, le Maître d'ouvrage envoie un bon de commande rectificatif transmis dans les formes précitées.

Si l'EPFGE décide l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande, il en informe le titulaire par les voies précitées. L'EPFGE n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire. Il s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations pouvant être immédiatement livrées. Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait, pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit. Dans ce cas, l'EPFGE établira un décompte de liquidation de la commande comprenant :

Au débit du titulaire :

- le montant des pénalités dues.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues dans le cadre de l'accord-cadre, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre.

■ **Exception au principe d'exclusivité des prestations de l'accord-cadre :**

Les prestations suivantes sont exclues du principe d'exclusivité :

- Prestation CSPS niveau 1 : si prestations nécessitant niveau 1, marché spécifique ;
- Intervention en groupement de commandes ;
- Travaux estimés à un montant supérieur à 4 millions d'€ HT.

Dans ces cas de figure, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de réaliser une consultation propre aux besoins cités ci-dessus, hors du champ de l'accord cadre.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Délais d'exécution :**

Le contrat est conclu pour une durée de **1 an** à compter de la notification du contrat.

Le présent accord-cadre est renouvelable trois fois par tacite reconduction le jour du terme de sa durée d'exécution. En cas de non-reconduction, le Maître d'ouvrage informera le prestataire par décision notifiée au plus tard deux mois avant son terme.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ **Délais de remise des documents :**

Le délai de remise des documents sera mentionné dans chaque bon de commande.

■ **Délai d'établissement du devis**

Les entreprises disposent d'un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à partir de la demande courriel incluant la fiche descriptive du service bénéficiaire, pour transmettre au service émetteur un devis estimatif.

Ce délai peut être étendu au maximum à quinze (15) jours ouvrés si la demande justifie un déplacement sur site en amont de l'établissement du devis et/ou la prise de connaissance des différents documents nécessaires pour évaluer les prestations à réaliser.

Dans le cas où les informations transmises ne sont pas suffisantes pour que le titulaire puisse établir le devis, le délai d'établissement du devis démarre dès la transmission complète des éléments.

La prise de connaissance des différents documents est réputée incluse au titre du prix de la prestation et ne donne pas lieu à rémunération.

À l'issue du délai, si l'entreprise n'a pas donné suite à la demande de devis, elle sera réputée ne pas être en mesure d'exécuter la prestation et le service demandeur pourra consulter un autre attributaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** annuellement à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

P = prix révisé

Po = prix initial

Io = valeur de l'index au mois Mo

Im = valeur de l'index connu à la date anniversaire de la notification du marché

La révision est effectuée par application au prix de marché d'un coefficient C de révision, donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \text{ Im/Io}$$

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

INDICE ING Indice 2010

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Il est calculé une fois par an à la date anniversaire du renouvellement du marché. Le coefficient de révision est dès lors directement introduit dans les bons de commandes émis à compter de la date anniversaire du renouvellement du marché, et sera valable jusqu'à la prochaine date d'anniversaire du renouvellement du marché.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais d'assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire sur la base du coefficient arrêté annuellement par l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Périodicité des paiements :

La périodicité des acomptes est fixée à chaque bon de commande selon les dispositions ci-dessous.

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution de chaque bon de commande fait l'objet de paiements partiels définitifs et, le cas échéant, d'acomptes dans les conditions suivantes :

Si les prestations n'appellent pas de Garantie de Parfait Achèvement (GPA) :

1. Des acomptes :
 - a. Après validation par la maîtrise d'ouvrage pour les prestations relevant de la phase de conception,
 - b. Mensuels proportionnellement au montant de prestations effectuées pendant la durée du chantier pour la phase de réalisation ;
2. Un solde après la réception des travaux.

Si les prestations engendrent une période de GPA :

1. Des acomptes :
 - a. Après validation par la maîtrise d'ouvrage pour les prestations relevant de la phase de conception,
 - b. Mensuels proportionnellement au montant de prestations effectuées pendant la durée du chantier pour la phase de réalisation ;
 - c. Après validation par la maîtrise d'ouvrage pour les prestations relevant de la phase de réception,
2. Un solde après la fin de la GPA.

Le montant des acomptes ne doit, en aucun cas, excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Acomptes concernant les prestations de base du marché :

Ces missions comprennent les missions de base et potentiellement des prestations complémentaires aux prestations de base ;

Les modalités de paiement sont prévues de la façon suivante :

Phase Conception : 30%, du montant total de la commande, découpé de la façon suivante :

- Avis sur Esquisse/Diagnostic : 10% après acceptation du livrable par la maîtrise d'ouvrage ;
- Avis sur Avant-projet sommaire : 10% après acceptation du livrable par la maîtrise d'ouvrage ;
- Avis sur Avant-projet définitif : 50% après acceptation du livrable par la maîtrise d'ouvrage ;
- Avis sur Projet : 20% après acceptation du livrable par la maîtrise d'ouvrage.

Phase Réalisation : 40%, du montant total de la commande, découpé de la façon suivante :

- Paiements mensuels au prorata de la durée du chantier et des prestations effectuées à l'appui des livrables prévus et acceptés par la maîtrise d'ouvrage ;

Phase Réception (en absence de GPA) :

- 30% du montant total de la commande de la façon suivante :
 - o Paiement en 1 fois après acceptation du livrable par la maîtrise d'ouvrage ;

Phase Réception (si GPA) :

- Réception : 20% du montant total de la commande de la façon suivante
 - o Paiement en 1 fois après acceptation du livrable par la maîtrise d'ouvrage
- GPA : 10% du montant total de la commande de la façon suivante
 - o Paiement en 1 fois après acceptation du livrable par la maîtrise d'ouvrage.

Acomptes pour les commandes de prestations complémentaires :

- Paiement en 1 fois après acceptation du livrable par la maîtrise d'ouvrage ;

Solde :

- Après constatation de l'achèvement de sa mission relative au bon de commande dans les conditions prévues de l'article 9 du CCAP, le titulaire adresse à la maîtrise d'ouvrage la demande de paiement du solde correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA ;
- Les demandes de solde sont traitées selon les dispositions des articles 11.7 et 12 du CCAG-PI. Outre les mentions légales, la demande de solde comprend notamment les mêmes indications que susvisée pour l'acompte, ainsi que le récapitulatif des acomptes perçus.

Retenue de garantie et cautionnement

Aucune retenue de garantie n'est prévue dans le présent accord-cadre.

■ Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable de l'Etablissement Public Foncier de Grand Est
Rue Robert Blum - C.S. 10245
54701 PONT-A-MOUSSON CEDEX

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement
Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Conditions générales d'exécution :

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence, pendant toute la durée du contrat, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du contrat aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du contrat ou de la phase de conception ou de la phase de réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG Prestations Intellectuelles :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 2ème alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG Prestations Intellectuelles.

- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite (courriel ou courrier postal).

- Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du ou des bon(s) de commande(s) concerné(s) est prononcée dans les conditions de l'article 39.1.e) du CCAG Prestations Intellectuelles.

Le coordonnateur SPS ou à défaut, le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des Travailleurs.

Le coordonnateur SPS participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre-Journal de la Coordination et du Plan Général de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables.

■ Devoirs du maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats.

- **Dispositions prises par le maître d'ouvrage :**

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise et auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.

- **Décomposition de la mission SPS en phase de conception : voir CCTP.**

- **Décomposition de la mission SPS en phase de réalisation : voir CCTP.**

- **Principes généraux et spécificités techniques :**

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention définis par l'article L.4121-1 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sauf pour les motifs de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

- **Décomposition de la mission SPS en phase réception : voir CCTP.**

6.2. Vérification des prestations

- **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Chaque année, le titulaire devra adresser un compte-rendu de l'activité tel que décrit à l'article 3.5 du CCTP.

6.3. Autres stipulations

- **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Lorsque des circonstances imprévisibles extérieures et irrésistibles aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le pouvoir adjudicateur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le pouvoir adjudicateur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire. Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation au pouvoir adjudicateur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
 - justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrés dans son prix ;
 - fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuel (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.
- Le pouvoir adjudicateur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par le pouvoir adjudicateur, les modifications apportées aux prix et/ou aux tarifs, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties. La durée d'effet de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies par l'avenant.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de

difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Interdiction de sous-traitance :**

La circulaire DRT n° 96-5 du 10/04/96 précise que le contrat de coordination SPS est un contrat direct entre un coordonnateur SPS et un maître d'ouvrage. À ce titre, aucune sous-traitance de la mission ne peut être envisagée.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG Prestations intellectuelles, le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la prestation.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation

- à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Absence à une réunion en phase conception, réalisation ou réception, ou en cas de présentation d'une personne incompétente ou insuffisamment au courant de l'opération	200,00 € par absence
Changement d'interlocuteur non notifié à la maîtrise d'ouvrage	200,00 € par constat
Remise de documents non conformes au cahier des charges	200,00 € par document non conforme
Remise de rapports / documents d'études / nouvelle proposition suite à observation contestée au RJC	50,00€ par jour ouvré de retard
Pénalité pour non suivi financier	200,00 € par constat
Retard de remise de l'attestation de compétence	50,00€ par jour ouvré de retard

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable

des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Nancy
5, Place de la Carrière
C.O. n° 20038
54036 NANCY Cedex
Téléphone : 03 83 17 43 43
Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr
Télécopie : 03 83 17 43 50
Site internet : <http://nancy.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ **Achèvement de la prestation CSPS pour l'exécution des bons de commandes :**

Dans le cas où un bon de commande ne concerne que les prestations de conception, et/ou des prestations complémentaires, l'achèvement de la prestation fera l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage après validation des prestations réalisées (remise de documents approuvés).

Pour les bons de commande comprenant à la fois des prestations de conception, réalisation, réception (et GPA), la prestation du coordonnateur SPS s'achève au plus tard après la levée de la dernière réserve (si pas de prestations relevant de la GPA) ou au plus tard à la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement prévu par l'article 44.1 du CCAG Travaux. L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 29 du CCAG Prestations Intellectuelles et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

■ **Admission des éléments de mission SPS :**

Il sera fait application des modalités prévues à l'article 28.2 du CCAG PI.

■ **Arrêt des prestations :**

En application de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent contrat à tout moment.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du bon de commande.

■ **Propriété intellectuelle :**

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

A tout moment l'acheteur peut résilier le présent marché pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT annuel du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Utilisation des résultats des bons de commandes :**

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les résultats obtenus dans le cadre des bons de commande font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :

L'article 2.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG

L'article 6.1 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG

L'article 7.1 déroge à l'article 3.6 du CCAG

L'article 8.2 déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)